



BOVINS LAIT

Un lait à 50 centimes du litre, c'est ce qu'avait réclamé la section Lait de la Coordination Rurale (CR) lors sa conférence de presse au salon de l'agriculture 2022. Aujourd'hui plus que jamais, le prix du lait payé aux producteurs doit être revalorisé afin de maintenir notre souveraineté alimentaire et une filière de qualité.

Les chiffres donnent le tournis : près de 300 000 emplois dépendent de la production laitière en France pour un chiffre d'affaires de 39 milliards d'euros en 2020 ! Mais les mauvaises orientations politiques qui entraînent des prix d'achat trop faibles conduisent chaque jour 10 producteurs à cesser leur activité. Ainsi, plus d'un quart des exploitations laitières a disparu entre 2010 et 2020, soit 13 000 élevages en moins. Quand on sait qu'une ferme qui cesse son activité entraîne la perte de sept emplois dans le reste de la chaîne...

Il est évident que le marché à lui seul ne parvient pas à rémunérer correctement les éleveurs. Le retour à un marché européen viable, avec des prix couvrant les coûts de production et assurant à l'éleveur une rémunération décente et une capacité d'investissement, est nécessaire et urgent.

En ce sens, les éleveurs de la section Lait de la CR défendent une politique agricole basée sur la régulation des volumes, une production de l'UE correspondant à ses besoins et la préférence communautaire, plutôt qu'une illusoire vocation exportatrice qui, quand elle fonctionne, détruit les tissus de production laitière des pays importateurs.

Depuis 2007, la section Lait a rejoint pour ce combat l'European Milk Board (EMB), un regroupement de 100 000 éleveurs dans 21 organisations de 16 pays européens.

La section Lait de la CR dénonce aussi la contractualisation en trompe-l'œil proposée par les grandes laiteries, souvent désavantageuse pour les éleveurs car sans garantie de prix, malgré les exigences de la loi EGALIM II.

La tendance actuelle à la baisse constante des prix d'achat du lait au producteur doit être inversée et venir couvrir les coûts de production et la rémunération du travail de l'éleveur (50 cts € par litre en 2012).

La CR promeut pour cela le Programme de responsabilisation face au marché (PRM) construit avec l'EMB. Par un système organisé autour d'une instance rassemblant l'autorité publique, les transformateurs, les distributeurs, les consommateurs et les producteurs laitiers, l'Agence de surveillance européenne (Monitoring Agency) créée en 2014, pourrait orienter la production dans tous les pays de l'UE et permettre d'anticiper les crises plutôt que de les gérer à grands coups de millions d'argent public.

Ce ne sont là que des mesures de bon sens qui redonneraient à l'Europe toute la variété de ses vaches laitières, et un bon coup de pouce à une production laitière à échelle humaine aujourd'hui au bord de la disparition.